

ber les écailles des yeux et préparant les hommes à entrer dans ce sanctuaire du salut où tout est paix, bonheur et éternelle sécurité.

## LETTRE de S. Em. le CARDINAL LAVIGERIE

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'OEUVRE DES ÉCOLES D'ORIENT.

Par suite des nombreuses réductions de crédit que la Chambre des députés a faites sur le budget des Cultes, l'Église d'Afrique se trouve dans la situation la plus précaire. Le dernier coup lui a été porté par la suppression des bourses des Séminaires. Voici la lettre qu'écrit à ce sujet le cardinal Lavigerie. Elle aura un profond retentissement dans toute la chrétienté :

Alger, le 30 mars 1885.

*Monsieur le Directeur,*

Vous connaissez le coup qui frappe les œuvres de mon Diocèse et, par suite, celles de la Tunisie et de l'Équateur Africain. Nous venons de voir supprimer ou diminuer, tour à tour, au budget de l'État, les crédits destinés aux édifices diocésains, à la construction des églises, à une partie des Aumôniers militaires, aux traitements des Evêques, et, pour clore cette triste énumération par une mesure plus funeste encore, les bourses de nos séminaires nous sont enlevées. La formation d'un Clergé français est dès lors rendue impossible et ce clergé lui-même est supprimé en principe, dans toute l'Afrique du Nord.

On n'a pu trouver de prétextes pour justifier de telles mesures. Il n'est pas de prêtres plus uniquement attachés à leur mission sainte, plus étrangers aux passions de parti, plus fidèles à la France que ceux de l'Algérie.

Mais le mal n'en est pas moins consommé.

Je ne veux ni ne dois parler de ce qui me concerne en propre. Mais je ne puis trahir par mon silence la cause de la religion et celle de la France. Or, ceux qui connaissent ce pays savent que rien n'y est plus funeste à notre influence que les manifestations publiques de l'impiété. Les Musulmans en prennent occasion de nous couvrir de mépris. Les étrangers, dont le nombre s'accroît chaque jour, s'étonnent d'une imprévoyance qui supprime le moyen le plus efficace et le plus simple de les rapprocher de nous.

Dans une telle situation, je ne puis même pas, comme mes vénérables collègues de la Mère-Patrie, faire entendre mes justes plaintes et demander, en Algérie, un concours que ne peut nous donner, du reste, la population coloniale.

Il y a deux ans, je vous écrivais à propos d'autres menaces :

“ On peut désoler notre patriotisme, on n'en triomphera pas.

“ Nous resterons, quoi qu'il nous en puisse coûter, au poste